

DIAL 2333

AMÉRIQUE LATINE - Des cultures licites remplacent la coca

Alejandra Campas

mercredi 1er décembre 1999, par [Dial](#)

Trois brefs dossiers concernant la Bolivie, la Colombie et le Pérou, trois grands producteurs de drogue en Amérique latine, font le point sur les cultures actuelles en ce domaine. En Bolivie, la politique de substitution de cultures licites à celles de la coca se poursuit avec succès, sans même plus donner lieu aux manifestations paysannes qui se produisaient il y a peu à ce sujet. En Colombie, le trafic de drogue y est intimement mêlé à une guerre civile qu'il contribue à aggraver (cf. DIAL D 2334). Quant au Pérou, pour répondre aux besoins de nouveaux marchés, européens notamment, on observe une tendance à substituer la culture du pavot (pour la production d'opium) à celle de la coca (cf. DIAL D 2335).

Ci-dessous, article de Alejandra Campas, La Paz, 26 octobre 1999, IPS.

La région centrale bolivienne du Chapare, stigmatisée jusqu'à ces derniers temps à cause de la culture de coca et de la fabrication de cocaïne, est devenue une zone de cultures légales pour l'exportation.

Dans cette région, on voit maintenant davantage d'agriculteurs et d'entrepreneurs que de policiers ou de narcotrafiquants, et les personnes qui continuent à cultiver la coca sont de moins en moins nombreuses : la plupart préfèrent chercher des alternatives de production légale avec plantations d'agrumes, bananes, ananas ou palmiers.

Les vastes plantations de coca, les puits de macération de la cocaïne et les pistes clandestines d'où décollaient les avionnettes emportant la drogue vers les centres de consommation sont des images du passé.

« Le Chapare est maintenant une terre d'opportunités économiques légales », a déclaré Gonzalo Claure, directeur de l'Institut bolivien de technologie de l'agriculture et de l'élevage, une institution officielle qui pendant les quinze dernières années a fourni un appui technique aux paysans pour qu'ils se consacrent à des cultures licites.

Le vieux projet de « développement alternatif » à la production de coca a été considéré pendant de nombreuses années comme un échec, parce que ses critiques ne lui ont pas donné le temps de se développer et qu'ils espéraient des résultats immédiats.

Le facteur décisif de changement au Chapare a été la politique d'éradication des cultures appliquée par le gouvernement de Hugo Banzer depuis 1997, qui a accéléré le rythme de destruction des champs de coca.

Pour encourager les paysans à éliminer rapidement leurs plantations de coca, le gouvernement a décidé de réduire progressivement le montant de la compensation économique par hectare détruit, à partir d'une valeur initiale de 2 500 dollars en 1997. En 2002, il n'y aura plus de compensation.

En huit mois et demi à peine, cette année, on a dépassé le résultat historique d'éradication des cultures de

coca de 1998 avec la destruction de 11 670 hectares, c'est-à-dire 50 % de plus que pendant toute l'année passée, et sans aucun affrontement avec les paysans.

La production s'est orientée vers diverses activités agricoles et d'élevage, avec la participation de personnes qui autrefois se consacraient à la culture de la coca, selon les déclarations du ministre du commerce extérieur, Carlos Saavedra.

Selon les statistiques gouvernementales du Programme de développement alternatif régional, la vente de seulement six produits agricoles du Chapare a rapporté plus de 25 millions de dollars par an.

Les principales productions du nouveau Chapare sont la banane, l'ananas, la maracuya, le cœur de palmier, la papaye, le manioc et l'orange ; elles sont exportées au Chili, aux États-Unis et dans les pays du Marché commun du Sud (Mercosur, qui comprend depuis 1991 l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay).

Il est fort probable que dans quelques années le Chapare soit connu comme la zone bananière de Bolivie. L'exportation de la banane atteint aujourd'hui les 10 millions de dollars par an, et les techniciens du Programme de développement alternatif affirment que ce produit peut concurrencer celui de l'Équateur.

L'entreprise qui produit la banane au Chapare est constituée par des capitaux boliviens, chiliens et équatoriens, et jusqu'à présent son principal marché a été l'Argentine, où le produit arrive dans de gigantesques camions frigorifiques.

Les autorités avaient pris l'engagement devant les organismes internationaux et les pays coopérants dans la lutte contre le narcotrafic, de mettre le pays, d'ici 2001 ou 2002, à l'écart du circuit de production de coca et de cocaïne, et elles pensent pouvoir atteindre cet objectif.

Des observations récentes par satellite ont montré qu'il reste seulement dans le Chapare un peu plus de 20 000 hectares de cultures de coca. Si l'éradication continue au rythme de cette année, elles auront toutes disparues avant la fin de 2001.

D'ici là, trois casernes militaires dont la construction débutera à la fin de cette année seront opérationnelles, afin d'installer dans la région une force de dissuasion et prévenir les tentatives de retour à la culture de la coca.

Il ne semble pas utopique de penser que dans quelques années, la Bolivie ne sera plus un pays catalogué comme producteur de coca et de cocaïne en Amérique du Sud, comme elle l'est à l'heure actuelle avec la Colombie et le Pérou.

Pendant que la guerre contre les drogues continue ses succès en silence, les mouvements sociaux de paysans producteurs de coca, qui, il y a quatre ans, marchaient encore sur les villes chaque fois qu'ils sentaient leurs intérêts menacés, semblent être entrés dans une profonde léthargie.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2333.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *IPS*, octobre 1999.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.